

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 21 MARS 2023**

L'an Deux Mille Vingt-Trois, le Vingt et Un Mars, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de CARTELEGUE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Pierre VILLAR, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Présents : M. VILLAR, MME PAYEN, M. PARGADE, MMES LAMIT, ROUSSEAU, DUBERNARD, MM. MARCQ, HAURE, MME GIORGINI, M. MARTIN, MMES GROUSSAC, LOZANO, MM. CHONÉ, JALLET, JORÉ.

Date de convocation : 15 Mars 2023

Ordre du jour :

1. Ligne de trésorerie,
2. Paiement de factures en investissement avant le vote du budget,
3. Redevance d'occupation du domaine public
4. Convention fauchage avec la CCE,
5. Choix de gestion du service assainissement,
6. Cession de caveaux suite à reprise de concessions,
7. Adoption règlement voirie et constitution de la commission adhoc,
8. Subvention pour voyage scolaire,
9. Subventions aux associations,
10. Participation à sentiers des arts 2023,
11. Liste des travaux 2023 et projets de budgets,
12. Questions diverses.

Le secrétariat de la séance a été confié à Mme LAMIT.

Le procès-verbal de la réunion précédente a été approuvé à l'unanimité.

1°) LIGNE DE TRESORERIE AVEC LE CREDIT AGRICOLE

DELIB N°21.03.2023-01

| | | | |
|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTANTS : 15 | POUR : 15 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------|

M. le Maire rappelle que pour le financement des besoins ponctuels de trésorerie, il est opportun de recourir à une ligne de trésorerie d'un montant de 100 000.00 €.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de l'offre de financement et de la proposition du Crédit Agricole d'Aquitaine, et après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1 : Principales caractéristiques de la ligne de trésorerie :

| CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES | |
|--|---|
| Prêteur | Crédit Agricole d'Aquitaine |
| Objet | Financement des besoins de trésorerie. |
| Nature | Ligne de Trésorerie Utilisable par tirages |
| Montant | 100 000,00 EUR |
| Durée | 1 an |
| Taux variable Euribor 3 mois moyenne mars 2023 | 2.638 % |
| Marge fixe | 0.85 % |
| Taux ligne de trésorerie au 17/03/2023 | 3.448 % |
| Commission d'engagement | 150 € |
| Frais de dossier | 110 € |
| Modalités d'utilisation | Tirages/Versements Procédure de crédit et débit d'office |

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire :

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus à intervenir avec le Crédit Agricole d'Aquitaine, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de ligne de trésorerie et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

2°) PAIEMENT DE FACTURES EN SECTION D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2023

DELIB N° 21.03.2023-02

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Le Conseil municipal après avoir entendu l'exposé du Maire,

AUTORISE Monsieur le Maire à mandater en section d'investissement sur l'exercice 2023, avant le vote du budget 2023, les factures suivantes :

- **COLAS** – 26 Cours de Bacalan – 33390 BLAYE
 - Certificat de paiement n° 3- compte 2151 - opération 10003 d'un montant de 4 782.60 €.
- **SARL POMPES FUNEBRES BEAU ET FILS** – 1 Ter Rabut – 33920 SAINT CHRISTOLY DE BLAYE
 - Facture N°0000003889 - compte 2138 - opération 10004 d'un montant de 2 050.00 €.
- **ORANGE** – TSA 40049 – 41976 BLOIS CEDEX 9
 - Facture N°2233780000369 – compte 204182 – opération 10003 d'un montant de 843.84 €

3°) REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES RESEAUX ET INSTALLATIONS DE TELECOMMUNICATION (RODP TELECOM)

DELIB N° 21.03.2023-03

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

L'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire.

Le Conseil Municipal, conformément au décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005, doit fixer le montant des redevances à percevoir auprès des opérateurs au titre de l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunications.

Tant pour le domaine public routier que pour le domaine public non routier, les montants des redevances fixés par le gestionnaire du domaine doivent tenir compte « de la durée de l'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, économiques, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire » tout en ne devant pas excéder ceux indiqués ci-dessous.

Montants plafonds 2023 infrastructures et réseau de communications électroniques

| | ARTERES * | | Installations radioélectriques (pylône, antenne de téléphonie mobile, armoire technique) | AUTRES (cabine tél. sous répartiteur) (€ / m²) |
|---|--------------|----------|---|--|
| | Souterrain | Aérien | | |
| Domaine public routier communal | 46,95 | 62,60 | Non plafonné | 31,30 |
| Domaine public non routier communal | 1 564,90 | 1 564,90 | Non plafonné | 1 017,19 |
| <i>Pour information : autres domaines possibles</i> | | | | |
| Autoroutier | 469,47 | 62,60 | Non plafonné | 31,30 |
| Fluvial | 1 564,90 | 1 564,90 | Non plafonné | 1 017,19 |
| Ferroviaire | 4 694,71 | 4 694,71 | Non plafonné | 1 017,19 |
| Maritime | Non plafonné | | | |

* On entend par « artère » : dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre et dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.

Attention : en application de l'Article L2322-4 du code général de la propriété des personnes publiques, le montant total des redevances dû par l'opérateur est arrondi à l'euro le plus proche, la fraction d'euro égale à 0,50 étant comptée pour 1.

Le Maire propose au Conseil Municipal de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public routier, au titre de l'année 2023, selon le barème suivant :

Domaine public routier communal :

- Artères en souterrain : 46.95 €/km
- Artères en aérien : 62.60 €/km
- Installations radioélectriques : non plafonné
- Cabines tél. / sous répartiteur : 31.30 €/m²

après avoir fait lecture des modalités d'encadrement de cette redevance et en tenant compte de la durée d'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, économiques, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire.

Le Conseil municipal, cet exposé entendu,

- Vu le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L45-1 à L47 et R20-51 à R20-54 ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;

et après en avoir délibéré,

FIXE en application de l'article L.2322-4 du code général de la propriété des personnes publiques la redevance France Télécom au titre de l'année 2023 à :

Domaine public routier communal :

- Artères en souterrain : 46.95 €/km
- Artères en aérien : 62.60 €/km
- Installations radioélectriques : non plafonné
- Cabines tél. – sous répartiteur : 31.30 €/m²

DONNE tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour la mise en application de cette décision.

4°) CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE ET LA COMMUNE DE CARTELEGUE POUR LA PRISE EN COMPTE ET LA REALISATION PAR LA COMMUNE DU FAUCHAGE DES VOIES D'INTERET COMMUNAUTAIRE

DELIB N° 21.03.2023-04

| | | | |
|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTANTS : 15 | POUR : 15 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------|

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal qu'une convention peut être signée entre la Commune et la Communauté de Communes de l'Estuaire pour la prise en compte et la réalisation par la commune du fauchage des voies d'intérêt communautaire pour un montant de 2 791,65 € TTC.

A cet effet, il présente la convention avec les différents articles.

Le Conseil Municipal,

ADOpte à l'unanimité le rapport présenté.

Autorise Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à cette convention.

5°) GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

DELIB N° 21.03.2023-05

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

La commune de **Cartelègue** est compétente en matière d'assainissement collectif. Elle exerce la compétence directement sur son territoire. La commune délègue la gestion du service au travers d'un contrat de délégation de service public (DSP) arrivant à échéance, après prolongation éventuelle, le 31/12/2023.

A l'approche de l'échéance, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le mode de gestion qu'il estime le plus adapté pour ce service public, ainsi que sur les caractéristiques des prestations qui devront être assurées.

Sur la base des données contenues dans le rapport sur le principe de délégation de service public, il a été considéré que deux modes d'organisation pouvaient être envisagés :

- la « gestion directe » : la Commune crée une régie sur laquelle il dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi.
- la « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une Délégation de Service Public (DSP) ou concession par affermage. La Commune élabore un cahier des charges qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter.

Le rapport sur le mode de gestion, annexé à cette délibération a pour objectif :

- d'éclairer le Conseil Municipal sur l'analyse des modes de gestion envisageables pour le service public de l'assainissement collectif,
- de proposer de retenir la concession par affermage à compter du 1^{er} janvier 2024, pour une durée maximale de 10 ans,
- de présenter les principales caractéristiques des missions qui seraient confiées au futur exploitant du service.

La concession est soumise à la procédure prévue par les Articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Municipal est informé que la commune a constitué un groupement pour la conduite de la procédure à compter de la publicité obligatoire et jusqu'à la fin des négociations.

Conformément à l'Article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, une Commission de Délégation de Service Public a été constituée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L-1410-1 et suivants relatifs aux contrats de concession, dont font partie les délégations de services publics,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.1121-1 et suivants, L.3100-1 et suivant,

Vu le rapport de présentation annexé à la présente délibération,

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ADOPTER le principe de la concession par affermage pour le service public de l'assainissement collectif dans le cadre d'un contrat d'une durée maximale de 10 ans,
- APPROUVER le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le choix du mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au coordonnateur du groupement d'autorités concédantes d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- AUTORISER le Maire à prendre toute mesure et à signer tout acte et document nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **ADOpte** le principe de la concession par affermage pour le service public de l'assainissement collectif dans le cadre d'un contrat d'une durée maximale de 10 ans,
- **APPROUVE** le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le choix du mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au coordonnateur du groupement d'autorités concédantes d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **AUTORISE** le Maire à prendre toute mesure et à signer tout acte et document nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

6°) CESSION DE CAVEAUX SUITE AUX REPRISES DES CONCESSIONS FUNERAIRES

DELIB N° 21.03.2023-06

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Monsieur Le Maire expose que :

Suite à l'opération de reprise matérielle des concessions funéraires échues ou abandonnées, des caveaux, monuments funéraires et autres constructions sur certaines sépultures n'ont pas été récupérées par les familles.

Conformément à la circulaire du ministre de l'Intérieur n°93-28 du 28 janvier 1993, ces biens font partie du domaine privé de la commune qui est libre d'en disposer et, par conséquent, de les vendre dans la limite du respect dû aux morts (aucune identification des défunts ne doit être lisible).

Cependant, les familles souhaitant acquérir une concession dans le cimetière communal, ont toujours la possibilité d'obtenir un terrain libre de toute construction.

Cette opération a pour intérêt de préserver le patrimoine funéraire et d'éviter la destruction des constructions encore utilisables.

Après constat de l'état desdits biens, il est proposé de les vendre aux prix suivants, ne comprenant pas le tarif du terrain concédé qui fera l'objet d'un acte de concession :

Carré 1 : n° 29 : 1 500 € - n° 31 : 1 200 € - n° 46 : 500 €

Carré 5 : n° 21 : 800 €

Carré 6 : n° 56 : 2 000 €

Le Conseil Municipal, après réflexion :

ACCEPTE la vente des caveaux aux prix indiqués ci-dessus.

AUTORISE le Maire à signer une convention de cession des dits biens avec les intéressés aux prix ci-dessus.

7°) PRINCIPE D'ADOPTION DU REGLEMENT DE VOIRIE ET CONSTITUTION DE LA COMMISSION AD HOC

DELIB N° 21.03.2023-07

| | | | |
|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTANTS : 15 | POUR : 15 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La commune de CARTELEGUE, membre de la Communauté de Communes de l'Estuaire, dispose toujours de la compétence voirie sur son réseau communal qui n'a pas été inclus dans le réseau d'Intérêt Communautaire.

La commune conserve donc sur ce réseau l'entière de cette compétence liée à « l'aménagement, à l'entretien et à la gestion de son domaine public routier », lequel correspond, selon les dispositions du code de la voirie routière et du code général de la propriété des personnes publiques, à « l'ensemble des biens appartenant à la commune et affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées ».

La doctrine inclut dans cette définition les éléments indissociables et accessoires du domaine public routier, tel que les trottoirs et accotements, les égouts, les ouvrages d'art, etc...

L'existence d'un tel domaine implique, pour la commune, une responsabilité liée à sa protection : « la police de conservation ».

Il importe à ce titre, que les mesures nécessaires à la protection du domaine public routier (telles que, notamment les modalités de réfection des voies par les concessionnaires occupants du domaine lorsqu'ils ont procédé à des tranchées pour intervenir sur leurs réseaux) soit prescrites dans un règlement de voirie adopté en commune.

La Communauté de Communes de l'Estuaire a élaboré en collaboration avec les élus communaux dans le cadre de sa commission voirie, un projet de règlement de voirie.

Cette démarche intercommunale permet d'homogénéiser sur le territoire les pratiques vis-à-vis des riverains, et des occupants du domaine public (concessionnaires réseau notamment). Les règlements seront identiques entre les différentes communes mais avec le réseau de Voiries d'Intérêt Communautaire (VIC). Ce projet a fait l'objet d'une consultation auprès des concessionnaires identifiés sur le territoire.

Les communes doivent pour valider et adopter ce projet, suivre la procédure d'élaboration prévue aux articles L.141-11 et R.141-14 du code de la voirie routière.

Il en ressort que le règlement de voirie est établi par le conseil municipal, après avis d'une commission présidée par le maire et constituée, notamment, des représentants des affectataires, concessionnaires, et autres occupants de droit des voies communales.

L'avis de cette commission est un avis consultatif, qui ne lie pas le conseil municipal.

Toutefois, la délibération approuvant le règlement de voirie doit être prise au visa de cet avis, sous peine d'illégalité.

Afin de se conformer à cette procédure, il est proposé, d'organiser cette commission ad hoc de façon conjointe avec l'ensemble des communes du territoire intercommunal et la CCE, et de mutualiser une seule date de réunion pour l'ensemble des règlements communaux.

Sans précisions législatives ou réglementaires supplémentaires sur la composition de cette commission, il est proposé d'acter la création de cette commission ad hoc « règlement de voirie » constituée des personnes suivantes :

- le maire de la commune, ou son représentant ;
- 3 ou 2 membres du conseil municipal désignés par lui de manière à représenter l'expression pluraliste des élus et leurs suppléants ;
- Les représentants des occupants du domaine publics identifiés sur le territoire (déjà consultés dans le cadre de l'élaboration du projet de règlement) :

| Réseaux | Concessionnaire | |
|------------------|--------------------|--|
| Eau potable | Saur Sud-Ouest | |
| | Lyonnaise des eaux | |
| | Suez | |
| Eau usée | Saur Sud-Ouest | |
| | Suez | |
| | Communes | |
| Electricité | Enedis | |
| | ERDF | |
| | RTE Sud-Ouest | |
| Eclairage public | SDEEG | |
| | SAEG | |
| Télécoms | Orange | |
| Fibre | Gironde Haut Débit | |
| | SFR | |
| Gaz | GRDF | |
| | GRDF | |
| Département | CRD Haute Gironde | |

Il est envisagé que cette commission se réunisse une première fois pour adopter son règlement intérieur et se faire présenter le projet de règlement et, à l'issue de cette présentation, rendre son avis.

Il en ressort deux hypothèses :

- l'avis rendu n'appelle pas d'observation particulière de la part des membres de la commission, ou ne vise que des corrections non substantielles du projet de règlement de voirie, cet avis sera réputé favorable et les travaux de la commission seront considérés comme achevés ;
- dans l'hypothèse où les membres de la commission solliciteraient des modifications substantielles du règlement de voirie, il sera décidé d'une date ultérieure de réunion, afin que la commission se prononce sur un projet définitif.

L'avis de la commission obtenu sur le projet de règlement de voirie, celui-ci sera considéré comme arrêté pour être approuvé en conseil municipal.

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-22 ;
 - Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L. 41-11 et R.141-14 ;
 - Après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré,
- le conseil municipal,

CONSTITUE la commission ad hoc « règlement de voirie »,

APPROUVE la composition de cette commission, telle que définie ci-après :

- le maire de la commune : **M. VILLAR Pierre**.
- 3 membres du conseil municipal désignés par lui de manière à représenter l'expression pluraliste des élus et leurs suppléants :
MM. PARGADE Didier – HAURE Cyril – MARTIN Raphaël
- les représentants des occupants de droit du domaine public identifiés sur le territoire tels qu'indiqué ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

8°) SUBVENTION POUR VOYAGE SCOLAIRE

DELIB N° 21.03.2023-08

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

DÉCIDE d'accorder une subvention de **rente euros** par élève au Lycée Le Corbusier à PESSAC, pour aider au financement d'un voyage scolaire à Paris pour l'enfant Emma MOUILLOT, domiciliée sur la commune.

La somme sera versée à l'agent comptable du Lycée Le Corbusier de Pessac.

9°) SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Chacun a été destinataire en amont du tableau des subventions en 2022 aux associations communales et autres. Le montant de ces subventions est reconduit pour 2023 pour la plupart d'entre elles. Une augmentation de la part du comité de gestion de la cantine a été demandée et accordée à l'unanimité.

10°) PARTICIPATION A SENTIERS DES ARTS 2023

La CCE participe à l'opération 2023 des sentiers des arts urbains avec la communauté d'agglomération de Royan Atlantique.

Cette démarche se traduira par la réalisation d'œuvres peintes du 16 au 22 Septembre par les artistes. Une enveloppe de 3 500 € par commune participante est nécessaire pour les frais artistiques. Accord unanime du Conseil pour que Cartelègue accueille une œuvre en 2023.

11°) LISTE DES TRAVAUX 2023 ET PROJETS DE BUDGETS

Suite à la liste des travaux à effectuer que chacun a dressés, nous étudions la liste des travaux 2023 classés par ordre de priorité. Des devis vont être demandés pour chaque projet.

Le secrétaire de séance,



Nicole LAMIT



Le Maire,



Pierre VILLAR